

**Finale chaotique de la CAN**

# Le dernier coup de sifflet sera juridique

P14



Le verdict du TAS est attendu comme un couperet.



**MÉTAUX PRÉCIEUX**

# Au Maroc, l'or a la tête dure

P9

**Moyen-Orient**

# "CESSEZ-LE-FOU" FRAGILE

P2



Le président américain Donald Trump.

**GITEX Africa**

# Le futur en file d'attente !

P13



Une longue attente sous un soleil de plomb...

**Pays du Golfe**

# LA GUERRE HORS CHAMP

P8



Un immeuble en feu à Dubaï après la chute d'un missile...

**Elections de la CGEM : Le tandem Bachiri-Tazi candidat unique...**



Boudali



## Confus de **CANARD**



**Abdellah Chankou**  
Directeur de la publication

### Moyen-Orient

# "CESSEZ-LE-FOU" FRAGILE

« Une civilisation entière mourra ce soir, pour ne jamais être ramenée. Je ne veux pas que cela arrive, mais cela arrivera probablement », a menacé Donald Trump. Une formule glaçante, à la mesure d'une séquence où la rhétorique a flirté avec l'anéantissement... avant de se heurter brutalement au réel. Car derrière la posture martiale, la mécanique trumpienne a montré ses limites. En réalité, le président US a fini par faire ce qu'il a longtemps reporté en se cachant derrière les menaces tonitruantes: Céder. Non par choix ou charité, mais faute de véritables leviers de pression sur le régime iranien. Restait l'option des bombardements massifs, régulièrement brandie : frapper les infrastructures, les ponts et les routes, paralyser le pays, « déchaîner les enfers ». Mais cette option, si spectaculaire soit-elle, ne permet pas de gagner une guerre. Les conflits se remportent au sol et cette perspective a été écartée in fine par Washington, jugée trop risquée pour les troupes américaines, désastreuse en termes d'image, et politiquement explosive à l'approche des élections de mi-mandat. Ce recul stratégique s'est matérialisé dans un revirement spectaculaire : à peine une heure et demie avant l'expiration de son ultimatum du mardi 7 avril, Trump annonce la suspension de l'apocalypse promise et un cessez-le-feu de deux semaines, conditionné à la réouverture du détroit d'Ormuz. Une volte-face qui met surtout en lumière l'impasse dans laquelle s'était enfermée la Maison Blanche. En face, l'Iran a joué une tout autre partition. Plutôt que de répondre frontalement, Téhéran a utilisé sa carte la plus redoutable : le contrôle du détroit d'Ormuz, véritable veine jugulaire énergétique du monde, par lequel transite une part majeure du pétrole mondial. Sans jamais fermer totalement le passage, le régime a su perturber, filtrer, monnayer, imposer ses conditions, tout en conservant la main militaire sur cette artère stratégique. Tout ça pour ça, on est tenté de dire ! Ce que Washington présente aujourd'hui comme une victoire diplomatique, la réouverture de ce détroit, était ouvert avant le déclenchement de la guerre le 28 février par Trump et son acolyte sioniste. Autrement dit, le résultat brandi comme un trophée par le chef de la Maison Blanche n'est qu'un retour au point de départ. Dès lors, une question s'impose d'elle-même : quels sont réellement les gains de guerre revendiqués par Donald Trump ? Le régime des mollahs est toujours en place. Les stocks stratégiques – uranium enrichi, missiles balistiques, drones – restent intacts et ont même été copieusement utilisés tout au long du conflit contre le colonisateur israélien et les monarchies du Golfe. En fait, rien n'indique un affaiblissement décisif de Té-

héran. Bien au contraire... À y regarder de plus près, c'est l'inverse qui se dessine. L'Iran sort renforcé d'une guerre qui lui a été imposée. Non seulement il a résisté, mais il a imposé ses règles du jeu, démontré sa capacité de nuisance régionale, et obligé les États-Unis à négocier.

En acceptant un cessez-le-feu et en reculant sur son ultimatum, Trump s'est empressé de crier victoire... là où il a surtout évité l'enlèvement et une défaite stratégique qui aurait profité à la Chine et à la Russie. Mais au-delà des postures, c'est sur le terrain que l'accord révèle ses failles les plus graves. À peine annoncée, la

trêve s'est disloquée. Moins de vingt-quatre heures après son entrée en vigueur supposée, le Liban a été frappé par une centaine de bombardements israéliens en quelques minutes, causant au moins 254 morts civils selon un bilan provisoire. Un déluge de feu qui réduit à néant l'idée même d'une désescalade et expose le caractère précipité, sinon bâclé, d'un accord négocié dans l'urgence. Cette omission est loin d'être anodine. En excluant de facto le Liban – pourtant au cœur du conflit via l'implication du Hezbollah – la trêve s'est privée de toute crédibilité. Aucun mécanisme clair de surveillance, aucune garantie de respect, aucune sanction en cas de violation : les lignes rouges restent floues, ouvrant la voie à des interprétations opportunistes et à des frappes justifiées a posteriori. Dans ce contexte, la menace iranienne de ne pas

***L'escalade devenait un pari de plus en plus risqué et de moins en moins maîtrisable. Avec des conséquences encore plus désastreuses pour les États-Unis.***

garantir la sécurité du détroit d'Ormuz si le Liban reste en dehors de l'accord ajoute une pression supplémentaire. Elle rappelle surtout une réalité géopolitique incontournable : au Moyen-Orient, les fronts sont imbriqués, et toute tentative de paix partielle est vouée à l'échec. Car pendant que les puissances font de petits calculs, ce sont les civils qui paient le prix fort. Au Liban, les bombardements ont transformé la « trêve » en tragédie. Derrière les chiffres, des vies anéanties, des familles brisées, et une question lancinante : à quoi sert un cessez-le-feu qui n'empêche pas de mourir ? Sur le plan stratégique, le constat est tout aussi implacable. L'Iran, loin de s'effondrer, sort renforcé. Sur le plan stratégique, le constat est tout aussi implacable. L'Iran, loin de s'effondrer, sort renforcé. Malgré les frappes, malgré l'élimination de figures clés comme Ali Khamenei, le régime a démontré une résilience remarquable. Sa structure de pouvoir, pensée pour survivre aux crises, s'est reconfigurée sans vaciller. Ses capacités militaires – missiles, drones – sont restées opérationnelles, permettant de maintenir une pression constante, y compris en profondeur. Ce conflit agit ainsi comme un révélateur. Loin d'être un acteur marginal, l'Iran s'impose comme une puissance régionale structurée, capable d'encaisser le choc, de



## Côté **BASSE-COUR**



s'adapter et d'imposer ses règles du jeu. En acceptant une trêve sans capituler, en conservant ses leviers de pression, Téhéran a contraint Washington à négocier sur un terrain moins favorable. Au final, ce cessez-le-feu fragile ressemble davantage à une pause tactique qu'à une véritable sortie de crise. Une pause illusoire, où chacun revendique une victoire de façade pendant que les lignes de fracture s'approfondissent. Plus que jamais, une évidence s'impose : une trêve qui exclut des acteurs clés, qui ne protège pas les civils et qui ne repose sur aucun mécanisme solide n'est pas une trêve. C'est un interlude dangereux entre deux tirs de missiles. Donald Trump, dont la santé mentale fait débat aux Etats-Unis, l'a appris à ses dépens. Convaincu de pouvoir imposer un rapport de force aux Iraniens, il a finalement testé les limites de ses méthodes brutales et déroutantes. Tout au long des hostilités, le régime iranien a surtout démontré une chose que beaucoup, à Washington, avaient sous-estimée : sa capacité à encaisser le choc... et à se reconfigurer presque instantanément. Malgré l'assassinat de son guide Ali Khamenei et l'élimination ciblée de plusieurs hauts responsables, la structure du pouvoir ne s'est pas effondrée.

Au contraire, elle s'est réorganisée autour de mécanismes déjà prévus: un conseil de direction intérimaire, l'activation des réseaux du Corps des Gardiens de la Révolution, et une continuité institutionnelle pensée depuis des années pour faire face précisément à ce type de scénario. Cette capacité d'auto-renouvellement n'est pas improvisée. Elle est inscrite dans l'ADN même du régime, conçu pour survivre aux crises, aux assassinats et aux guerres. Même une transition brutale au sommet ne suffit pas à faire vaciller un système profondément enraciné, soutenu par des appareils sécuritaires, religieux et militaires imbriqués. Sur le terrain, cette résilience politique s'est doublée d'une efficacité militaire redoutable. En dépit des frappes, l'Iran a maintenu une capacité de riposte dans la profondeur israélienne, via missiles et drones, démontrant que ses chaînes de commandement et ses capacités opérationnelles restaient intactes contrairement aux fanfaronnades de Trump sur l'anéantissement de l'arsenal militaire des mollahs.

Autrement dit, les bombardements massifs n'a pas désorganisé la machine, il l'a durcie. Ce double signal, continuité du pouvoir et capacité de nuisance intacte, a forcément fait réfléchir plus d'un décideur américain. Car il invalide l'un des paris implicites de la stratégie initiale : celui d'un effondrement rapide du régime après sa décapitation. Or c'est l'inverse qui s'est produit. Non seulement le système a tenu, mais il a montré qu'il pouvait fonctionner sans son centre apparent, comme une hydre dont chaque tête coupée repousse ailleurs, autrement, parfois plus radicale encore. Dans ces conditions, l'escalade devenait un pari de plus en plus risqué et de moins en moins maîtrisable. Avec des conséquences encore plus désastreuses pour les États-Unis, le Moyen-Orient et le reste du monde. Après la démonstration iranienne, Trump n'a plus qu'une seule option: composer avec une puissance régionale renforcée et ouvrir une nouvelle page avec elle. ▀

### Le prix de l'oignon bat des records

## Une affaire qui fait pleurer

**L**ien a fait pleurer plus d'un... et pas seulement à cause de son parfum ! L'oignon, produit incontournable de la cuisine nationale, s'est mué en véritable denrée de luxe, exigeant désormais une rançon avant d'atterrir dans la marmite. Avec près de 10 % de la production maraîchère nationale à son actif, le voilà promu au rang de symbole d'une sécurité alimentaire qui fait sérieusement des larmes... et des bulles. En quelques mois, les prix ont flambé au-delà du supportable, passant de 8 à 18 dirhams le kilo selon les marchés, laissant les ménages les plus modestes sur le carreau, condamnés à cuisiner... les yeux secs. Mais

le plus croustillant reste à venir : face à cette pénurie, réelle ou savamment entretenue par quelques virtuoses de la spéculation, le pays découvre, médusé, qu'il faut désormais importer... de l'oignon ! Oui, importer d'Espagne, de Pays-Bas ou d'Égypte, ce que nos terres sont censées produire en abondance. Une première qui a de quoi faire tousser, voire s'étrangler, dans un pays qui se revendique agricole, dont les ministres ont accouché de stratégies ambitieuses comme le Plan Maroc Vert, et qui sort pourtant d'une saison exceptionnellement pluvieuse censée agir à la baisse sur les prix des denrées agricoles... Entre météo capricieuse, circuits de distribution dignes d'un escape game et appétits féroces des intermédiaires, le consommateur, lui, continue de payer l'addition. Et pendant que les larmes montent aux yeux, ce n'est plus seulement à cause de l'oignon... mais bien de toute une filière qui donne envie de pleurer. ▀

*J'suis doux en cuisine... mais agressif au marché !*



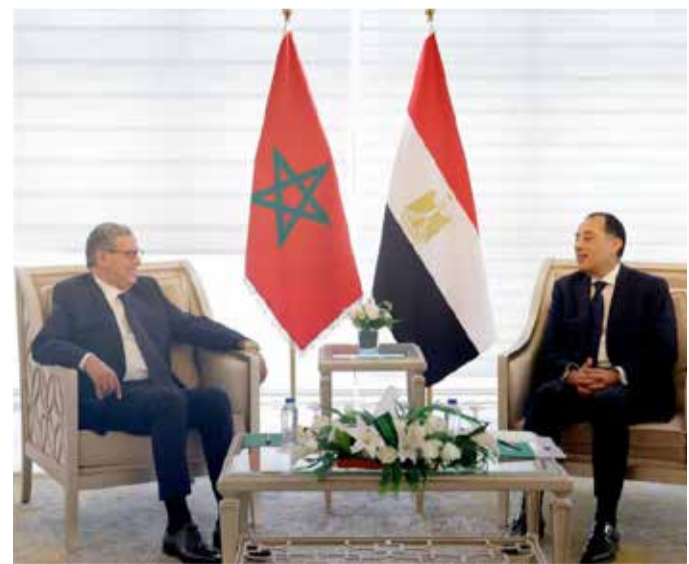
Boudali

### Sahara marocain

## Nouveau soutien de poids pour le Maroc

**L**'Égypte a réaffirmé, lundi au Caire, son soutien clair à l'intégrité territoriale du Maroc, confirmant ainsi son appui à la souveraineté marocaine sur ses provinces du Sud.

Cette position a été officialisée lors de la réunion de la commission bilatérale coprésidée par le chef du gouvernement marocain Aziz Akhannouch et son homologue égyptien Moustafa Madbouli, marquant une nouvelle étape dans le rapprochement stratégique entre les deux pays. Le Caire a également réaffirmé son alignement avec les résolutions de l'Organisation des Nations unies, en soutenant une solution politique fondée sur le consensus. Surtout, l'Égypte considère désormais l'initiative marocaine d'autonomie comme la solution la plus sérieuse et réaliste pour clore définitivement le conflit factice du Sahara marocain. Ce positionnement renforce la dynamique internationale favorable au Maroc et confirme le rôle de l'Égypte comme partenaire clé dans la stabilité régionale et la coopération arabo-africaine. ▀



**Aziz Akhannouch avec son homologue égyptien.**



## Côté **BASSE-COUR**



Beurgeois  
**GENTLEMAN**

# LES MILLIARDAIRES SYMPAS ÇA EXISTE...

Le verbe « chouiner » veut dire pleurnicher, geindre, se plaindre de son sort, se lamenter... Un chouinard, c'est un homme pleurnichard. Yvon Chouinard ne porte pas bien son nom car il a une belle âme. Cet homme a créé « Patagonia », l'une des plus grandes entreprises de vêtements sportifs, d'une valeur estimée à 30 milliards de MAD – dirhams marocains. Né aux USA en 1938 dans une famille franco-canadienne, il se passionne pour l'escalade dès l'âge de 14 ans. Adulte, il juge que les pitons qu'il utilise ne sont pas assez solides et décide de les fabriquer lui-même. Devenu milliardaire, Yvon Chouinard ne pleurniche pas : il rit en montrant les manches usées de sa vieille chemise : « Je ne suis pas un adepte de la consommation ». C'est surprenant de la part d'un patron d'une entreprise au chiffre d'affaires annuel de 10 milliards de MAD : « J'ai ce qu'il faut pour vivre ! Je n'en attends rien de plus ». En 2022, il cède sa société « Patagonia », évaluée à 30 milliards MAD, allouant 2 % des actions à un trust pour que les bénéfices servent à des actions sociales, et les 98 % restants à l'organisation Holdfast Collective, chargée de défendre des causes environnementales. Pour celui qui a fait de l'escalade sur tous les continents, le sport est ce qui lui manque le plus aujourd'hui car à 88 ans, il n'a plus le sens de l'équilibre. Pour autant, sa connexion viscérale à la nature lui a permis de comprendre il y a longtemps les changements irréparables infligés par l'homme à



**Yvon Chouinard escaladant, sans geindre, une paroi dans le parc national de Yosemite (Sierra Nevada). Pour en savoir plus sur la société Patagonia, visiter son site web : <https://eu.patagonia.com/fr/fr/stories/>**

la planète ! Mais, souligne-t-il, « Patagonia n'est pas pour autant une entreprise sans impact environnemental. Cela n'existe pas. Je considère notre philanthropie non pas comme une œuvre de charité, mais comme le prix à payer pour faire du commerce, pour utiliser des ressources non renouvelables. » « La Terre, écrivait alors Yvon Chouinard sur le site Internet de la marque, est désormais notre seul actionnaire. ». Sa décision a notamment été motivée par son entrée dans la liste des milliardaires établie par le magazine Forbes. Il ne s'était jamais considéré comme tel et s'en est trouvé blessé. Sans Patagonia, il pourrait vivre comme l'homme qu'il se sentait être : un cow-boy octogénaire portant des vêtements usés dans un ranch. Sans chouiner, il serait aussi heureux de vivre sous un pont ou dans un van. C'est là tout son génie. Yvon Chouinard a toujours fait montre de cette modestie. « J'ai été un dirtbag climber (grimpeur vagabond), un fondu de la grimpe, et je tiens ma philosophie de mon père, relate-t-il. J'étais complètement fauché, je mangeais de la nourriture pour chat, des écureuils. Je me glissais dans les jardins pour voler des fruits. ». L'homme n'est pourtant pas un optimiste. Pour lui, la crise climatique ne sera pas résolue tant

que les gens ne trouveront pas une connexion spirituelle avec la nature. ▶ (À suivre)

**Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web [www.lecanardlibere.com](http://www.lecanardlibere.com)**

## **Aziz Mekouar** Une figure de la diplomatie marocaine s'en va



**Feu Aziz Mekouar.**

Le Maroc perd l'un de ses diplomates les plus chevronnés. Aziz Mekouar, ancien ambassadeur aux États-Unis et en Chine, s'est éteint le 4 avril 2026 à l'âge de 75 ans, a annoncé Youssef Amrani, qui a salué une carrière exceptionnelle au service du Royaume. Formé notamment à HEC Paris, Aziz Mekouar a occupé plusieurs postes clés à travers le monde avant de représenter le Maroc à Washington, où il a joué un rôle central dans la conclusion de l'accord de libre-échange maroco-américain. Il a également été ambassadeur en Chine entre 2018 et 2023 et président du Conseil de la FAO au début des années 2000. Diplomate chevronné, il laisse l'image d'un serviteur de l'État engagé et respecté, ainsi qu'une famille endeuillée. ▶

## **Digitalisation des paiements** Al Filahi Cash s'engage aux côtés des pharmaciens

Un nouveau pas vient d'être franchi dans la modernisation du secteur pharmaceutique au Maroc. Al Filahi Cash et la Confédération des Syndicats des Pharmaciens du Maroc (CSPM) ont scellé un partenariat stratégique visant à accélérer la transformation des solutions d'encaissement dans les officines à l'échelle nationale. Au cœur de cet accord : le déploiement de terminaux de paiement électronique (TPE) adaptés aux réalités du terrain. Ces dispositifs permettront aux pharmacies d'accepter une large gamme de paiements électroniques dans des conditions optimales de sécurité, de rapidité et de fiabilité. L'objectif est clair : diversifier les moyens de paiement, fluidifier le passage en caisse et simplifier l'expérience, aussi bien pour les professionnels que pour les patients. Au-delà de l'aspect technologique, cette initiative répond à un besoin concret du quotidien. En réduisant la mani-



pulation de liquidités, les solutions proposées contribuent à sécuriser les encaissements et à alléger la gestion opérationnelle des officines. Les équipes peuvent ainsi se recentrer sur leur mission essentielle : le conseil, l'accompagnement et la prise en charge des patients. Ce partenariat s'inscrit dans un contexte où les usages évoluent rapidement, avec une adoption croissante des paiements électroniques. Il accompagne la mutation

du secteur vers des pratiques plus modernes, tout en améliorant la qualité de service. Pour les clients, cela se traduit par un parcours de paiement plus simple, plus rapide et plus sécurisé — un détail en apparence, mais qui participe pleinement à l'accès fluide aux services de santé.

À travers cette collaboration, Al Filahi Cash réaffirme son engagement en faveur de la digitalisation et de l'accompagnement des professionnels de santé. Filiale du Groupe Crédit Agricole du Maroc, l'établissement entend soutenir activement cette transition numérique, en proposant des solutions innovantes et adaptées aux contraintes spécifiques des officines. Au-delà du paiement, ce partenariat ouvre également des perspectives plus larges, notamment en matière de bancarisation et de développement de services à valeur ajoutée dédiés aux pharmaciens. Une évolution qui confirme que, même derrière le comptoir, la révolution digitale est déjà en marche. ▶



## Côté **BASSE-COUR**



### GMT+1

# Benkirane promet de supprimer... ce que son parti a installé...

À l'approche des élections de septembre, le secrétaire général du PJD, Abdelilah Benkirane, ressort les grands classiques... avec une petite touche de reniement. En meeting à Khémisset, l'ancien chef du gouvernement a promis que, s'il revenait aux affaires, sa « première décision » serait tout simplement de supprimer l'heure supplémentaire et de revenir définitivement à l'heure légale.

Oui, vous avez bien lu : effacer le GMT+1 — cette même mesure introduite sous le mandat islamiste. Un peu comme si l'on promettait d'éteindre un feu... qu'on a soi-même allumé.

Mais le patron du PJD ne s'arrête pas là. Dans la foulée, il s'engage aussi à supprimer le plafonnement de l'âge pour accéder à la fonction publique, un clin



Le secrétaire général du PJD, Abdelilah Benkirane.

d'œil appuyé à un électorat en quête de nouvelles chances et de portes moins fermées. Ce virage intervient dans un

contexte où le changement d'heure continue de diviser, notamment pendant le Ramadan, période où le retour tempo-

raire à l'heure légale est accueilli comme une bouffée d'oxygène par de nombreux Marocains. Ironie du calendrier politique, le PJD, qui avait officialisé le GMT+1 en 2018 sous le gouvernement de Saadeddine Othmani, reconnaît aujourd'hui du bout des lèvres que la mesure n'a jamais vraiment séduit. Dans un précédent communiqué, le parti admet même que la pilule n'est jamais passée auprès de l'opinion publique.

Productivité en berne, rythmes scolaires chamboulés, horaires de prière perturbés... autant de griefs désormais repris par ceux-là mêmes qui avaient défendu la réforme.

Il n'y a pas que les horloges qui changent d'heure. Les hommes politiques aussi... ▶

### Tempête sur Instagram

# Hakim Ziyech défie Itamar Ben-Gvir



Ziyech a marqué un beau but contre les bourreaux des Palestiniens...

L'international marocain Hakim Ziyech et le ministre israélien de la Sécurité nationale l'extrémiste Itamar Ben-Gvir se sont livrés à un échange particulièrement tendu sur Instagram, dans un contexte politique explosif au Moyen-Orient. Éloigné des terrains en raison d'une blessure musculaire avec le Wydad Casablanca, le joueur a pris position sur les réseaux sociaux pour dénoncer une décision scandaleuse de la Knesset.

Le 30 mars dernier, le Parlement sioniste a en effet adopté une loi très controversée autorisant l'application de la peine de mort contre des prisonniers palestiniens

reconnus coupables d'actes de résistance contre les colons. Une mesure saluée par Itamar Ben-Gvir, figure de l'extrême droite israélienne, qui y voit une « victoire historique contre le terrorisme ». Une position vivement critiquée par Hakim Ziyech. Dans une story Instagram adressée à ses millions d'abonnés, il a partagé une image de Ben-Gvir célébrant ce vote, accompagnée d'un commentaire cinglant : « Est-ce que Ben-Gvir prétendra cette fois que le passage de cette loi relève simplement de l'auto-défense ? » La riposte du ministre très controversé ne s'est pas fait attendre. Reprenant la publication du joueur, Itamar

Ben-Gvir l'a accusé d'être « antisémite », la fameuse étiquette collé systématiquement par les sionistes à ceux qui osent dénoncer la politique d'occupation inhumaine des sionistes. « Un homme qui soutient des meurtriers ne peut pas donner de leçons de moralité à l'État d'Israël », a-t-il déclaré, avant d'ajouter : « Ziyech et tous ses semblables devront faire face à la réalité : Israël ne traitera plus ses ennemis avec des gants de velours. » Loin de clore les hostilités, Hakim Ziyech lui a remis une couche en publiant une nouvelle story sur son compte Instagram : « we don't fear Zionism » (« nous ne craignons pas le sionisme »), ac-

compagnée d'une image représentant une tête de porc. À la tête de la troisième force politique du pays, suprémaciste, il prône la colonisation tous azimuts, dirige une police qui ferme les yeux sur les actions illégales, et les assassinats, de Palestiniens par des colons israéliens. Allié nécessaire de Nétanyahou — sans lui, plus de gouvernement — Itamar Ben Gvir a fini par convaincre le Premier ministre-criminel de guerre de voter un texte dénoncé dans le monde entier comme un pas de plus vers l'apartheid et l'injustice contre le peuple palestinien. ▶





## Le Maigret **du CANARD**



### Énième crime de l'armée sioniste

# UN JOURNALISTE DE AL JAZEERA MUBASHER ASSASSINÉ

**La couverture continue par les reporters et les photographes de Al Jazeera des exactions et horreurs de l'armée sioniste à Gaza et en Cisjordanie dérange les criminels de guerre à Tel Aviv.**



Fei Mohammed Washah.

**SALIHA TOUMI**

**L**a chaîne d'information qatarie Al Jazeera a annoncé mercredi soir 8 avril 2026 qu'un de ses journalistes à Gaza avait été tué un peu plus tôt dans une frappe de drone israélien ayant visé délibérément sa voiture. Il s'agit de Mohammed Washah, correspondant d'Al Jazeera Mubasher dans la bande de Gaza, tombé en martyr après une attaque de drone israélien contre sa voiture.

L'armée sioniste poursuit ainsi dans l'impunité totale sa politique d'assassinat de journalistes palestiniens, particulièrement ceux travaillant pour la chaîne qatarie.

Depuis le déclenchement de la guerre génocidaire à Gaza en 2023, la profession journalistique paie un tribut sans précédent. Les assassinats de reporters, photographes et correspondants, auxquels s'ajoutent de multiples formes de violences et d'entraves au travail de la presse, ont transformé la tragédie palestinienne en épisode le plus

meurtrier pour les journalistes dans l'histoire des zones de guerre. Les chiffres donnent la mesure de cette hécatombe.

En avril 2025, environ 210 journalistes palestiniens avaient déjà été tués.

Quelques mois plus tard, au 2 janvier 2026, la plateforme indépendante Stop Murdering Journalists recensait 329 professionnels des médias tués dans la bande de Gaza en seulement 820 jours. Une progression vertigineuse, qui illustre l'intensité et la durée du danger auquel sont exposés les acteurs de l'information sur le terrain. Plusieurs organisations internationales tirent la sonnette d'alarme. Reporters sans frontières accuse l'armée israélienne d'avoir, dans bien des cas, délibérément ciblé des journalistes palestiniens et libanais. De son côté, le Comité pour la protection des journalistes estime que la guerre menée à Gaza est « plus meurtrière pour les journalistes que toute autre guerre précédente ». L'ampleur du phénomène dépasse toutes les références récentes : les journalistes palestiniens tués à Gaza représentaient environ 75 % des journalistes morts dans le monde en 2023, et encore 72 % en 2024.

Une concentration inédite de la violence. Selon une étude de l'Université Brown, le nombre de journalistes tués en seulement 18 mois dans ce conflit dépasse même celui enregistré lors des deux guerres mondiales combinées, ainsi que dans plusieurs grands conflits des XXe et XXIe siècles. Face à ces accusations qui n'ont jamais débouché sur la moindre enquête sérieuse ni sur la condamnation des assassins, le colonisateur israélien soutient que les journalistes visés entretiendraient des liens avec des groupes armés comme le Hamas ou le Jihad islamique, sans jamais fournir de preuves étayant leurs allégations. Des enquêtes évoquent également l'existence d'une unité de renseignement dédiée, parfois surnommée « cellule de légitimation », chargée de constituer des dossiers visant à associer des journalistes palestiniens à des organisations combattantes, dans le but de discréditer leur travail, de justifier les frappes les visant. La couverture continue par les reporters et les photographes de Al Jazeera des exactions et horreurs de l'armée sioniste à Gaza et en Cisjordanie dérange les criminels de guerre à Tel Aviv qui à travers leurs agissements ignobles cherchent à tuer la vérité. La vérité sur cette occupation barbare qui doit cesser. ▀



# Le Maigret du CANARD



## Guerre au Moyen-Orient L'AFRIQUE GRANDE VICTIME COLLATÉRALE

**L**e conflit qui embrase actuellement le Moyen-Orient ne se limite pas à une crise régionale : il fait peser une menace directe et préoccupante sur les équilibres économiques du continent africain. C'est l'alerte lancée conjointement par l'Union africaine, la Banque africaine de développement ainsi que plusieurs agences des Nations unies, dont le Programme des Nations unies pour le développement et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. Dans un rapport récent, ces institutions mettent en garde contre un « risque grave » pour les économies africaines, déjà fragilisées par les séquelles de la pandémie et les tensions inflationnistes. En toile de fond : une dépendance structurelle aux échanges avec le Moyen-Orient, qui représente près de 16 % des importations africaines et plus de 10 % de ses exportations. Le danger est clair : le choc géo-



politique pourrait rapidement se transformer en choc économique majeur. La flambée des prix de l'énergie et des produits alimentaires, combinée à l'augmentation des coûts du transport maritime et des assurances, risque d'alimenter une nouvelle spi-

rale inflationniste. À cela s'ajoutent des pressions accrues sur les taux de change et sur les finances publiques, mettant à rude épreuve la capacité des États à amortir ces chocs. Plus inquiétant encore, les perspectives de croissance du continent pour-

raient être durablement affectées. Déjà en deçà de leur niveau d'avant la crise du COVID-19, les économies africaines pourraient enregistrer une perte estimée à 0,2 point de PIB en 2026 si le conflit devait se prolonger au-delà de six mois. Un impact qui, bien que globalement modéré en apparence, masque de fortes disparités entre pays, certains étant beaucoup plus exposés que d'autres. À mesure que le conflit s'installe, les perturbations dans l'approvisionnement en énergie et en engrais risquent de s'intensifier, compromettant à la fois la production agricole et la sécurité alimentaire. Le continent pourrait ainsi se retrouver pris en étau entre dépendance extérieure et vulnérabilités internes. Au-delà des chiffres, c'est donc toute la question de la résilience économique de l'Afrique qui est posée, dans un contexte international de plus en plus instable, où les crises géopolitiques deviennent des multiplicateurs de fragilité pour les économies les plus exposées. ▶

SOUS L'ÉGIDE DU

MINISTÈRE DE LA TRANSITION NUMÉRIQUE ET DE LA RÉFORME DE L'ADMINISTRATION

**SPORTECH  
SUMMIT  
BY MDJS**  
3<sup>ème</sup> édition



21 janvier 2026 | INSMAC, Rabat

Partenaires institutionnels

Partenaires officiels

Partenaires Ecosystème

Partenaires médias

Organisateur





## Le Maigret du CANARD



### Pays du Golfe

# LA GUERRE HORS CHAMP

**Le mot d'ordre consiste à ne pas troubler l'ordre public, c'est-à-dire ne pas montrer ce qui pourrait inquiéter et faire fuir...**

**SALIHA TOUMI**

Dans certaines régions du monde, la guerre fait du bruit... sauf sur les écrans de télévision et les réseaux sociaux. Là, c'est le black total, filtre intégré et réalité sous contrôle. Au Qatar comme à Dubaï, l'Arabie Saoudite ou le Koweït, le conflit dans ses séquences violentes ne se filme pas, ne se partage pas, et surtout ne se commente pas. A moins d'avoir un goût prononcé pour les séjours prolongés derrière les barreaux. Au Qatar, capturer une explosion ou immortaliser un immeuble soufflé relève presque de l'acte subversif. Résultat : plus de 300 personnes interpellées pour avoir osé pointer leur caméra là où il ne fallait pas. Ici, la pédagogie est simple : vous filmez, on confisque ; vous publiez, on vous cueille. Et si, par malheur, votre vidéo contredit la version officielle, vous voilà promu propagateur de "rumeurs". Autrement dit, ennemi de la stabilité nationale.

Dans ce théâtre parfaitement réglé, les autorités ne se contentent pas de surveiller : elles montent aussi au montage. Images supprimées, contenus bloqués, panique effacée. La guerre, oui... mais



Un immeuble en feu à Dubaï après la chute d'un missile...

hors champ. Et tant pis si la réalité s'avère insistante : elle devra se plier aux exigences du scénario officiel. Même ambiance contrôlée du côté de Dubaï, où filmer un missile dans le ciel peut vous coûter jusqu'à deux ans de prison et une amende salée. Ici, le touriste imprudent apprend vite qu'entre une story Instagram et une cellule climatisée, la frontière est plus mince qu'il n'y paraît. Certains en ont fait l'expérience en mars 2026, après avoir capturé quelques images jugées... un peu trop réelles... Le mot d'ordre est le suivant : ne pas troubler l'ordre public, c'est-à-dire ne pas montrer ce qui pourrait inquiéter et faire fuir... Les sanctions, elles, sont bien réelles : amendes pouvant atteindre 200 000 dirhams, expulsion définitive, et une petite leçon de discrétion version pénale. Au fond, dans ces États du Golfe, la guerre est devenue un concept presque abstrait : elle existe, mais uniquement dans les communiqués officiels. Pour le reste, circulez, il n'y a rien à voir. Littéralement. ▀

### Al Jazeera, ou la palme du camouflage

Dans cette grande fresque médiatique où la guerre se regarde comme un feuilleton, certains ont visiblement trouvé le bouton "recadrer la réalité". Et dans ce domaine, difficile de ne pas citer Al Jazeera, véritable maestro du champ... et surtout du hors-champ.

Car pendant que la chaîne diffuse en boucle des images spectaculaires de destructions en Iran ou en Israël, un détail semble étrangement passer sous silence : le Qatar alors que le petit émirat gazier n'a pas été épargné par les missiles et drones iraniens.

Les faits, eux, sont têtus. Des dizaines de missiles visent depuis le début de la guerre le 28 février dernier le territoire qatari : des débris ont fait des blessés et des morts parmi la population et des interceptions ont illuminé le ciel de Doha à plusieurs reprises. Même des attaques de drones ont été signalées, perturbant jusqu'au trafic aérien. Bref, de quoi remplir largement quelques éditions spéciales... ou au moins un bandeau "alerte info". Sur la chaîne qatarie, l'alerte info c'est quand le prince Tamim Ben Hamad reçoit une communication téléphonique d'un dirigeant étranger pour explorer ensemble les voies susceptibles de pour contribuer à la désescalade. Pour le moment hors de portée.

Ici, la ligne éditoriale semble tenir en une règle simple : montrer la guerre, oui... mais de préférence chez les voisins. À domicile, on privilégie une version plus... apaisée. Une guerre sous contrôle, propre, presque théorique, un peu comme une tempête vue depuis une carte météo, mais sans la pluie.

Le paradoxe est saisissant. Diffuser abondamment les images de destructions des deux principaux belligérants, disséquer les frappes à distance, analyser les conflits en haute définition. Mais dès qu'il s'agit de montrer ce qui se passe sur son propre sol, le cadrage devient soudain... très serré. Trop serré, même : au point de ne plus rien voir.

On pourrait appeler cela du journalisme sélectif. D'autres parleront d'angle éditorial. Les plus taquins, eux, évoqueront une version très moderne du service après-vente national : quand la réalité devient un produit sensible, on ajuste l'image avant diffusion.

Un mot résume la situation : black-out. Pas une panne technique, non, une stratégie. Les images de guerre ? Interdites. Les vidéos de frappes ? À proscrire. Les scènes de panique ? Inexistantes par décret officieux. Dans des pays comme le Qatar ou les Émirats arabes unis, la réalité doit passer par un filtre bien plus strict qu'un simple montage : celui de la censure.

Résultat : une guerre sans images locales, sans témoins visibles, sans chaos apparent. Une guerre... propre. Sans dégâts. Ou plutôt, proprement invisible.

En somme, la liberté d'expression est la bienvenue, tant qu'elle reste décorative. On peut commenter, débattre, analyser mais certainement pas exposer ce qui pourrait ternir l'image de stabilité, ce produit d'exportation si soigneusement entretenu.

Ainsi se dessine une étrange géographie médiatique : des conflits hypervisibles chez les autres, et une invisibilité quasi totale à domicile. Comme si la guerre, une fois passée la frontière, perdait soudain le droit d'être filmée.

Au fond, ce n'est pas seulement un black-out de l'image. C'est un black-out du réel. Et dans cette obscurité soigneusement entretenue, une certitude demeure : dans le Golfe, la liberté d'expression ne disparaît pas, elle s'arrête juste au moment précis où elle commence à devenir intéressante. ▀



## Le Maigret du CANARD



### MÉTAUX PRÉCIEUX

# AU MAROC, L'OR A LA TÊTE DURE

**Les professionnels invoquent un marché à part, avec ses propres règles... et surtout son propre tempo, digne d'une sieste digestive.**

LAILA LAMRANI

**P**ourquoi, au Maroc, le prix de l'or semble-t-il vivre dans une autre galaxie que les marchés internationaux? Pendant que les cours mondiaux font du grand huit (sans ceinture), le pauvre consommateur marocain, lui, a l'impression d'être resté coincé... tout en haut du manège.

À Casablanca comme à Rabat, un même bijou peut afficher des étiquettes aussi variées que les humeurs d'un chameau. Rien à voir avec la créativité artisanale : c'est plutôt un flou tarifaire bien entretenu, presque artistique. Et surtout, une plainte revient comme un hit de l'été : quand l'or dégringole à l'international, chez nous, il descend avec la grâce d'un ascenseur en panne. Pourtant, les chiffres, eux, ne plaisent pas. Ce mardi 7 avril 2026, l'once d'or tourne autour de 4 672 dollars selon la LBMA. Toujours élevé, certes, mais en chute libre par rapport à son pic de janvier (plus de 5 200 dollars). À l'époque, au Maroc, le gramme de 24 carats faisait le malin à 1 527 dirhams. Logiquement, une baisse de plus de 500 dollars aurait dû alléger nos étiquettes. Mais dans les faits, c'est une autre paire de manches : le prix local a adopté la stratégie du « ce qui monte reste, ce qui baisse... réfléchit ».



Les professionnels, eux, invoquent un marché à part, avec ses propres règles... et surtout son propre tempo, digne d'une sieste digestive. Actuellement, le gramme d'or 18 carats oscille entre 1 090 et 1 100 dirhams, tandis que le 24 carats frôle les 1 250 dirhams. Autrement dit, la détente internationale n'a toujours pas reçu son visa pour les vitrines marocaines.

Pourquoi ce décalage digne d'un décalage horaire ? D'abord parce qu'un bijou, ce n'est pas que du métal : il y a la main-d'œuvre (artisanale, donc sacrée), les marges des bijoutiers (tout à fait sacrées aussi), les frais d'importation, la distribution... et surtout le taux de change dollar/dirham. Comme l'or est coté en dollars, même si le cours baisse, un dollar un peu trop sûr de lui peut annuler la baisse. Magie de la finance.

Ajoutez à cela un facteur plus discret mais décisif : l'inertie du stock. Les bijoutiers vendent souvent des pièces achetées à une époque où l'or valait plus cher que la fierté d'un notable. Difficile, dans ces conditions, de casser les prix sans se couper une marge. Moralité : le marché local avance comme un paquebot en goguette, pas comme un jet-ski. Il lui faut du temps pour virer de bord.

Conséquence directe : 2026 s'annonce aussi excitante qu'un fromage blanc. Les clients, refroidis par des prix élevés, adoptent une nouvelle stratégie : vendre au lieu d'acheter. L'or, valeur refuge par excellence, devient alors... une tirelire qu'on casse en cas de coup dur.

En toile de fond, l'instabilité mondiale joue les trouble-fêtes. Géopolitique, dollar nerveux, incertitudes économiques : l'or est plus volatil qu'un influenceur en reconversion. Normalement, un dollar fort plombe le métal jaune, mais dans un monde absurde, les deux peuvent monter ensemble. Preuve que même les lois économiques aiment parfois prendre des vacances.

Pour le consommateur, une certitude : le prix de l'or n'est jamais totalement prévisible. Entre les marchés internationaux qui font leur cinéma et les réalités locales qui traînent la savate, le tarif d'un bijou devient un savant mélange de maths, de psychologie... et de coup de chance.

Au final, si l'or est universel, son prix, lui, reste profondément local. Et au Maroc, il semble obéir à une loi non écrite mais bien réelle : l'or baisse peut-être ailleurs, mais ici, il prend le temps de la réflexion. Et souvent, il la prolonge. ▶

### Lamine Yamal face à la xénophobie

## La haine a sa tribune

**L'**Espagne du football est une nouvelle fois secouée par un épisode aussi regrettable qu'inquiétant. Ce samedi 4 avril 2026, à l'occasion de la victoire du FC Barcelone contre l'Atlético de Madrid (2-1) en Liga, le jeune prodige Lamine Yamal a été la cible d'insultes xénophobes d'une rare violence. Des cris racistes, des injonctions humiliantes et un climat délétère ont éclaboussé la rencontre, ravivant un débat brûlant sur la tolérance dans les stades espagnols et les dérives d'une frange radicalisée des supporters.

Le stade Riyadh Air Metropolitano a été le théâtre de scènes que beaucoup espéraient reléguées au passé. Selon plusieurs vidéos diffusées depuis les tribunes, une partie du public madrilène s'en est directement prise à l'ailier blaugrana, lui adressant des insultes à caractère racial et des propos ouvertement discriminatoires, allant jusqu'à lui ordonner de « retourner au Maroc ».

Des propos choquants qui témoignent d'un dérapage collectif et d'une violence verbale inacceptable dans un événement sportif censé rassembler. Cet incident ne survient pas isolément. Quelques jours plus tôt, le 31 mars 2026, lors d'un match amical entre l'Équipe d'Espagne de football et l'Équipe d'Égypte, Lamine Yamal avait déjà été la cible de chants islamophobes émanant d'une partie du public espagnol. Une situation d'autant plus préoccupante qu'elle intervient alors que le joueur évolue sous le maillot national, illustrant une fracture persistante entre son statut sportif et les attaques ciblant ses origines. Ces agressions répétées soulignent un phénomène plus large : celui d'une hostilité persistante envers les joueurs perçus comme « différents », malgré leur contribution au rayonnement du football espagnol. Lamine Yamal, à seulement 18 ans, incarne pourtant une nouvelle génération de talents, alliant maturité sportive et sang-froid face à la pression. Sur le terrain, la réponse du jeune joueur a été exemplaire. Concentré, déterminé, il a continué à jouer son football sans céder à la provocation, participant activement à la victoire de son équipe. Une attitude qui force le respect et démontre, une fois de plus, que le talent et la résilience peuvent transcender les insultes. Au-delà de l'émotion, cet épisode relance les débats sur la responsabilité des instances sportives et des clubs face à ces dérives. Alors que l'Espagne ambitionne de jouer un rôle majeur dans l'organisation de la Coupe du monde 2030, de tels incidents ternissent l'image du pays et posent la question de la capacité du football à lutter efficacement contre le racisme et la xénophobie dans les stades. ▶



**Lamine Yamal avait déjà été la cible de chants islamophobes émanant d'une partie du public espagnol.**

### Skhirat Cinq mois de prison pour un militant contre la vie chère

**L**e tribunal de première instance de Témara a rendu, lundi 6 avril 2026, son verdict dans une affaire qui a suscité de vives réactions à Skhirat. Hassan Daoudi, fonctionnaire communal et engagé dans la défense des droits humains, a été condamné à cinq mois de prison ferme. Il était poursuivi pour « incitation à la commission de délits et de crimes par voie électronique », en lien avec des publications diffusées sur les réseaux sociaux. Dans ses messages, il dénonçait avec virulence la hausse du coût de la vie et la dégradation du pouvoir d'achat, appelant à la mobilisation citoyenne. Au cœur du dossier, des prises de position jugées provocatrices par la justice. L'intéressé exhortait notamment les citoyens à se mobiliser dans la rue, estimant que les préoccupations sociales devaient primer sur l'actualité sportive, faisant référence à la Coupe d'Afrique des Nations. Ses propos, relayés sur Facebook, appelaient à une prise de conscience collective face à l'inflation et à ce qu'il qualifiait de « priorités mal orientées ». Malgré une défense active, appuyée par plusieurs avocats et des demandes répétées de mise en liberté provisoire, le tribunal a maintenu les charges retenues et prononcé la peine d'emprisonnement. Cette décision intervient dans un contexte plus large de surveillance accrue des contenus diffusés en ligne et qui portent souvent atteinte à la dignité des gens et aux règles de débat sérieux et responsable. ▶



## Le Maigret **du CANARD**



### TRAFIC DE MASTERS

# La justice frappe fort



Ahmed Klich par qui le scandale est arrivé...

**La justice a rendu son verdict dans l'une des scandales les plus retentissants qui a secoué le secteur national de l'enseignement supérieur.**

**RACHID OUAHBI**

**L**a chambre des crimes financiers près la Cour d'appel de Marrakech a prononcé, vendredi 3 avril, des peines de prison ferme dans le dossier désormais connu sous le nom de « vente de diplômes de masters » au sein de l'Université Ibn Zohr à Agadir.

Au cœur de cette affaire, l'enseignant universitaire Ahmed Klich,

principal mis en cause, a été condamné à quatre ans de prison ferme, assortis d'une amende de 237.000 dirhams. Un deuxième accusé a écopé de la même peine, tandis que plusieurs autres prévenus ont été condamnés à des peines allant de huit mois à deux ans d'emprisonnement ferme, accompagnées d'amendes dont le montant varie selon le degré d'implication. Un accusé a, en revanche, été acquitté faute de preuves suffisantes.

Ce dossier, largement médiatisé et suivi de près par l'opinion publique, porte sur de graves soupçons d'abus de pouvoir, de corruption et de trafic d'influence. Des enseignants universitaires sont accusés d'avoir monnayé l'accès à des formations de master, en échange de sommes d'argent, contournant ainsi les procédures normales de sélection fondées sur le mérite et l'égalité des chances. Les investigations menées sous la supervision du parquet ont mis au jour un système présumé de favoritisme structuré, impliquant des transactions financières illégales et des pratiques portant atteinte à la crédibilité des diplômes universitaires. Les enquêteurs se sont appuyés sur des témoignages, des écoutes, ainsi que sur l'analyse de documents administratifs et financiers, révélant des dysfonctionnements profonds dans les mécanismes d'admission.

L'arrestation du principal accusé en mai dernier avait marqué un tournant dans cette affaire, ouvrant la voie à une instruction approfondie. Pendant plusieurs mois, le tribunal a examiné un dossier volumineux, auditionné de nombreux témoins – étudiants, cadres administratifs et enseignants – et confronté les différentes versions des faits dans un climat de forte attention médiatique.

Au-delà des condamnations prononcées, cette affaire a provoqué une onde de choc dans le milieu universitaire et ravivé les inquiétudes quant à l'intégrité du système éducatif. Elle relance, avec acuité, le débat sur la transparence des procédures d'accès aux formations supérieures, la gouvernance des établissements universitaires et la nécessité de renforcer les mécanismes de contrôle et de reddition des comptes.

Plus largement, ce scandale met en lumière les défis auxquels fait face l'enseignement supérieur, entre massification des effectifs, pression sociale pour l'accès aux diplômes et impératif de préservation de la qualité académique. Il interpelle également sur l'urgence de restaurer la confiance dans les institutions universitaires, en garantissant une stricte application des principes d'équité, de mérite et d'éthique. ▀

المغرب  
تلاشوا فبلادنا  
ntla9awfbladna.ma

**WOW**  
طبيعة بلادنا  
تبرعنا

أوكايمدن  
جهة مراكش - أسفي

المكتب  
الوطني  
المغربي  
للسياحة



## Le Maigret du CANARD



# « JE T'AIME, MOI NON PLUS... » EN VERSION RÉCHAUFFÉE

**Ou comment France 5 nous a servi un méchoui de clichés avec une pincée de mauvaise foi...**

**D**imanche 5 avril 2026, France 5 a décidé de nous offrir une «soirée spéciale» sur les amours tumultueuses entre la France et le Maroc. Sous le titre «Je t'aime moi non plus : France-Maroc», on nous promettait un éclairage instructif. On a eu droit à un sombre remake, un vrai plat réchauffé : mêmes ingrédients rances, mêmes clichés en boîte, et une sauce soi-disant plus épicée pour faire passer le vieux pour du neuf. Mais la moutarde nous est vite montée au nez. Côté médias français, la recette est aussi connue que le couscous du vendredi : quand on parle du Maroc, on ne change ni les épices, ni la cuisson. On ajuste juste l'assaisonnement pour donner l'illusion d'un menu gastronomique. Résultat : un arrière-goût de déjà-vu (et déjà-vécu) tenace, qui laisse sur la langue comme un relent de politique coloniale. Le casting, lui non plus, n'a rien d'une surprise. Pour causer du Royaume, on convoque surtout des Franco-Marocains en mal de reconnaissance ou de pseudo-opposants de sa-

lon, le tout saupoudré d'un semblant d'équilibre qui ferait presque illusion... si le téléspectateur ne repartait pas avec la même conclusion prémâchée, prédigérée, presque prédestinée : un Maroc autoritaire, pétri de problèmes, et définitivement coincé dans le mauvais rôle.

Étrange coïncidence, cette « mise au point » arrive quelques semaines après une enquête chérie-chérie sur l'Algérie. Hasard du calendrier? Ou feuilleton régional en plusieurs épisodes, avec ses angles recyclés et ses poncifs soigneusement réchauffés? Mais le plus savoureux reste ce que le documentaire a choisi de zapper. Exit les sujets qui fâchent (ou qui éclairent) : la question des visas, les réformes internes, ou encore l'expérience de l'Instance Équité et Réconciliation. Trop techniques, sans doute. Trop complexes pour un récit qui préfère les raccourcis aux virages.

Et puis, clou du spectacle : la réduction des relations franco-marocaines à une chronique mondaine entre chefs d'État. La diplomatie? Trop barbante. Les institutions? Trop rébarbatives. Place aux histoires perso, où la géopolitique devient un roman de gare. Mention spéciale à Tahar Benjelloun, qui persiste et signe en s'auto-sacrant, le temps d'un témoignage, artisan discret mais ô combien décisif de la réconciliation entre Rabat et Paris. Rien que ça, oui!

On apprend ainsi que les grandes crises internationales se jouent désormais dans les dîners en ville : une confiance glissée à Brigitte, qui la souffle à

Emmanuel... Et hop, la raison d'État peut aller se rhabiller. Plus besoin d'ambassadeurs ni de notes diplomatiques : un bon carnet d'adresses, un écrivain inspiré (et en quête d'une reconnaissance qui se fait désirer) suffisent à réécrire la géopolitique. À ce rythme, bientôt, la paix au

Moyen-Orient dépendra d'un aparté avec Melania dans un gala à Mar-a-Lago. Alors, à quand le prochain numéro de cette telenovela diplomatique? Nul doute que France 5 nous prépare déjà un épisode intitulé «Brigitte, Tahar et les autres» — ou comment transformer une relation

d'État en vaudeville sur canapé. En attendant, une seule certitude : si la géopolitique se fait désormais à la petite cuillère des dîners mondains, le Maroc, lui, n'a qu'à bien se tenir. Parce qu'ici, on ne change pas une équipe qui (dé)raisonne. Et franchement? Quelle France-astique! »

**Chic**  
optique

**L'OPTICIEN QUI  
SUBLIME VOTRE  
REGARD**

**DES PRIX TENDRES À VOUS  
CHATOUILLER LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER  
LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angie Moulay Driss 1er et rue L'Yser - Casablanca • Tél : 05 22 82 90 21 • Fax : 05 22 82 89 33 • www.chicoptique.ma



## Le Maigret du CANARD



### Gitex Africa Morocco

# Maroc Telecom mise sur l'Afrique digitale

**Le Groupe Maroc Telecom confirme sa présence au GITEX Africa 2026, grand rendez-vous continental de l'innovation et de la transformation numérique qui se tient à Marrakech du 7 au 9 avril.**

Fidèle depuis la première édition, le Groupe réaffirme son ambition : jouer un rôle central dans le développement digital du Maroc et de l'Afrique. Sur son stand, Maroc Telecom propose une immersion complète dans son écosystème technologique. Le parcours, pensé comme une expérience interactive, met en lumière trois piliers majeurs : une infrastructure digitale souveraine (cloud, connectivité, cybersécurité), les nouveaux usages technologiques (IoT, intelligence artificielle, industrie intelligente) et un écosystème intégré incluant ses filiales africaines, ses solutions fintech et ses services internationaux. Parmi les innovations phares, le Groupe présente son cloud souverain, permettant aux entreprises d'héberger leurs données

localement dans un environnement sécurisé et conforme aux exigences de souveraineté numérique. À cela s'ajoutent des solutions avancées de gestion de l'IoT, offrant un pilotage en temps réel des objets connectés, avec des applications concrètes dans l'industrie, la logistique ou les services urbains. Le volet cloud et intelligence artificielle, porté notamment par Casanet, met en avant des solutions de cybersécurité, de transformation cloud et d'intégration de l'IA dans les usages métiers, avec des technologies comme Microsoft Azure et Microsoft 365 enrichi par Copilot. Côté fintech, les filiales Moov Africa valorisent leur solution Moov Money, à travers une borne immersive permettant de découvrir un large éventail de services: paiement mobile, nano-crédit, cartes prépayées et solutions digitales innovantes. La démonstration de la SuperApp Moov Money illustre également l'évolution vers une plateforme tout-en-un, pensée pour simplifier l'expérience utilisateur. Le Groupe met également en avant les innovations de ses filiales africaines, notamment à travers des contenus interactifs et des cas d'usage concrets. Parmi eux, la solution MIA (Moov Intelligence Artificielle), développée au Bénin, se distingue comme un assistant vocal intelligent capable de répondre en temps réel en plusieurs langues, y compris locales. Enfin, plusieurs démonstrations illustrent le potentiel des technologies de pointe, notamment la 5G appliquée à l'industrie intelligente



Sur son stand, Maroc Telecom propose une immersion complète dans son écosystème technologique.

(faible latence, connectivité massive, gains de productivité) ainsi qu'un cas de cloud gaming en 5G Stand Alone, démontrant la performance et la stabilité du réseau. À travers cette participation, le Groupe Maroc Tele-

com confirme son positionnement en tant qu'acteur clé de la transformation digitale, en mettant l'innovation au service des entreprises, des institutions et des citoyens à l'échelle du continent. ▶

### Souveraineté numérique : Maroc Telecom et l'UE en convergence

En marge du GITEX Africa 2026, le CEO de Maroc Telecom, Mohamed Benchaaboun, a échangé avec la Vice-Présidente de la Commission européenne Henna Virkkunen sur les enjeux de souveraineté numérique.

Les discussions ont porté sur la sécurisation des infrastructures, la gouvernance des données et la cybersécurité, dans un contexte où l'Europe et l'Afrique partagent des défis communs face aux menaces



Poignée de main entre Mohamed Benchaaboun et Henna Virkkunen.

numériques. Le Groupe Maroc Telecom a réaffirmé son rôle d'acteur clé dans le développement d'un écosystème numérique souverain en Afrique, à travers ses investissements dans les réseaux, le cloud et la cybersécurité.

Cette rencontre illustre la volonté de renforcer la coopération UE-Afrique pour bâtir un numérique résilient, sécurisé et au service du développement économique. ▶



## Le Maigret **du CANARD**



### GITEX Africa

# LE FUTUR EN FILE D'ATTENTE!

**C**e mardi 7 avril, le GITEX Africa Morocco a ouvert ses portes à Marrakech ou plutôt son entonnoir. Avant même d'entrer dans le temple de l'innovation, les visiteurs ont dû affronter sous une chaleur torride une épreuve initiatique: la file d'attente version XXL pour s'enregistrer et récupérer un badge. Une immersion totale dans une technologie oubliée : le présentiel sans raccourci. Alors, les organisateurs ont-ils "bugué" ? Disons qu'ils ont peut-être voulu offrir une expérience utilisateur immersive : vivre la latence avant de célébrer la fluidité. Une sorte de démo en conditions réelles, où l'humain devient lui-même... le goulot d'étranglement. Sur les stands, on vendait de l'IA prédictive capable d'anticiper les flux de millions d'utilisateurs. À l'entrée, on testait une autre méthode : le first come, first bloqué. Pas besoin d'algorithme, ici la congestion est auto-générée, bio et durable. Certains participants, badge en devenir, ont cru à une blague : un escape game digital où la première mission

consiste à... sortir de la file. D'autres ont cherché le QR code magique, celui qui ouvre les portes du futur. Spoiler : il était probablement coincé dans la même queue. Et la gestion intelligente des foules ? Peut-être une version alpha, encore en phase de chargement. Après tout, quoi de mieux qu'un salon tech pour rappeler que même les systèmes les plus avancés ont leur moment de vérité: le point d'entrée. Au final, GITEX aura réussi un exploit rare : parler de fluidité numérique tout en offrant une démonstration éclatante de... l'embouteillage analogique.

### Bug ou stratégie ?

GITEX Marrakech a tenu ses promesses mais à sa manière. Il a prouvé que le futur n'est pas toujours là où on l'expose. Parfois, il reste coincé pendant de longues heures à l'entrée... derrière un badge. ▶



Une longue attente sous un soleil de plomb...

تقدري تكوني  
اللي بغيتي

بداي مشروعك من اليوم مع

**SAYIDATI PRO**

CIH BANK



## Le Maigret du CANARD



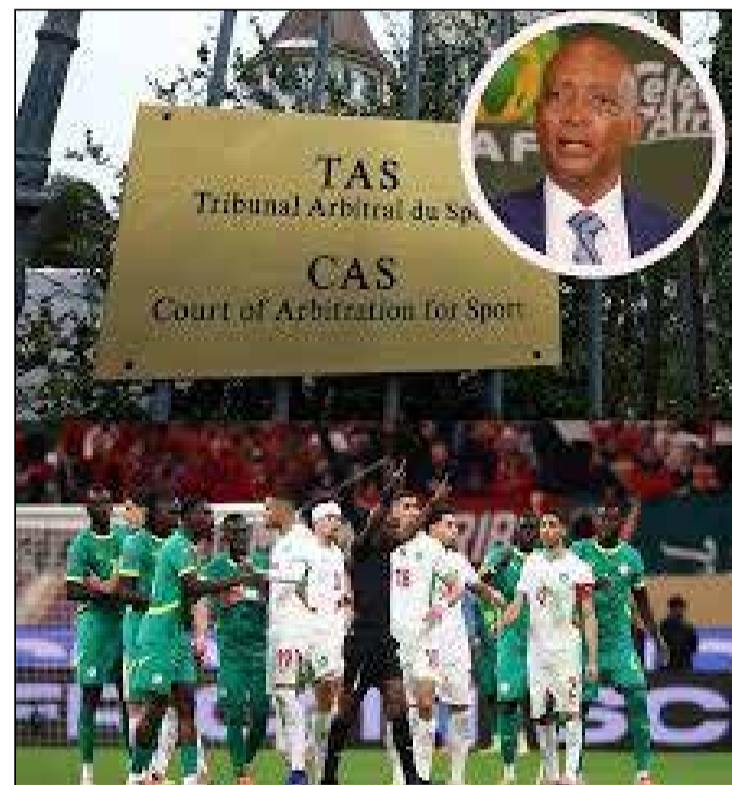
# Finale chaotique de la CAN Le dernier coup de sifflet sera juridique

**Plus de deux mois après une finale gâchée par le coach sénégalais, le match est loin d'être terminé. Très attendu, le verdict décisif du TAS dira si le droit corrigera définitivement ce que le terrain n'a pas su imposer...**

**RACHID OUAHBI**

La finale de la CAN n'a pas fini de faire parler d'elle. Et pour cause : si le terrain a rendu un premier verdict, le dossier, lui, se joue désormais dans les couloirs feutrés du Tribunal arbitral du sport. Une ultime étape qui tient en haleine supporters, juristes et dirigeants, tant l'issue s'annonce décisive. Car derrière le tumulte médiatique et les accusations en tous genres, une réalité beaucoup plus simple s'impose : le cœur du litige repose sur une règle élémentaire du football : on ne quitte pas le terrain avant la fin du match. Revenons aux faits. Lors de la finale disputée à Rabat contre le Maroc, les joueurs sénégalais ont quitté sur ordre de leur coach la pelouse pour contester un penalty accordé aux Lions de l'Atlas dans le temps additionnel. Un geste pour le incompréhensible qui constitue une infraction clairement encadrée par les règlements. Peu importe le contexte émotionnel : dans le droit du sport, le retrait volontaire du terrain constitue une faute grave. C'est précisément sur cette base que la Confédération africaine de football (CAF) a tranché,

attribuant la victoire au Maroc sur tapis vert (3-0), conformément aux textes qui stipulent qu'une équipe refusant de jouer ou quittant le terrain est déclarée perdante. Dans cette affaire, la position marocaine se distingue par sa cohérence juridique. Loin des polémiques, elle s'appuie sur une argumentation solide, détaillée dans un mémoire circonstancié présenté par la Fédération marocaine de football (FRMF). Celle-ci met notamment en lumière des éléments troublants concernant la gestion arbitrale, avec des indications selon lesquelles certaines sanctions disciplinaires à l'encontre des joueurs sénégalais auraient été sciemment évitées. À cet effet, le journal Le Monde qui a eu accès aux arguments du Maroc affirme que Olivier Safari, président de la commission des arbitres de la CAF, aurait reconnu lors d'une réunion du comité exécutif en février que des instructions institutionnelles avaient été données pendant l'interruption du match. Ces instructions visaient à éviter que les joueurs sénégalais déjà avertis ne reçoivent un deuxième carton jaune, ce qui aurait conduit à leur expulsion. L'objectif aurait été de permettre à la rencontre de se poursuivre dans des conditions normales lors de la reprise. Des éléments qui, s'ils sont confirmés, renforcent l'idée que le Maroc n'a fait que défendre le respect strict des règles du jeu. En face, le Sénégal dénonce une décision injuste et évoque des soupçons de corruption, allant jusqu'à réclamer une enquête internationale. Mais ces accusations peinent à occulter l'essentiel : dans toute compétition, les règles existent précisément pour encadrer les moments de tension. Les enfreindre expose à des conséquences, quelles que soient les circonstances. Dès lors, la bataille s'est



**Le verdict du TAS est attendu comme un couperet.**

déplacée. Elle n'est plus sur le terrain, ni même dans les instances africaines, mais devant le Tribunal arbitral du sport, seul habilité à trancher définitivement ce différend. Et c'est là que tout se joue désormais. Le verdict du TAS est attendu comme un couperet. Confirmera-t-il l'application stricte du règlement ? Ou ouvrira-t-il une brèche en reconsidérant les circonstances du match ? En attendant, une chose est certaine : cette finale ne se résume plus à un score, mais à un principe. Au fond, cette affaire rappelle une vérité intemporelle du sport : l'émotion fait le spectacle, mais ce sont les règles qui font le résultat. ▶

## **Oriental** L'ONMT enclenche la vitesse supérieure pour briser l'isolement touristique

**Les équipes de l'Office National Marocain du Tourisme (ONMT) se sont rendues, mercredi 8 avril 2026 à Oujda, pour une série de rencontres avec le Conseil Régional du Tourisme de l'Oriental, les opérateurs du secteur et les autorités locales. Objectif : accélérer la mise en œuvre d'une stratégie concertée entre acteurs publics et privés afin de révéler tout le potentiel touristique d'une région encore sous-exploitée.**

Cette mobilisation s'inscrit dans une dynamique claire : renforcer l'attractivité de l'Oriental tout en posant les bases d'un développement touristique durable, capable de dépasser les contraintes de saisonnalité et d'enclavement. Une réunion stratégique, présidée par le wali de la région, Mhamed Atfaoui, a ainsi permis d'aligner les priorités et d'acter les leviers d'action. Sur le plan aérien, l'ONMT déploie une offensive structurée pour améliorer la connectivité. Les marchés français, ibériques et du Benelux sont particulièrement ciblés via des vols directs, des programmes charters et un renforcement des partenariats avec les compagnies aériennes.



**Renforcer l'attractivité de l'Oriental tout en posant les bases d'un développement touristique durable.**

Le marché allemand connaît également une accélération, tandis que des vols spécifiques sont programmés vers les pays de l'Est. En parallèle, l'offre domestique est consolidée avec davantage de liaisons vers Oujda et Nador, facilitant l'accès des touristes nationaux. Résultat : en trois ans, la capacité en sièges aériens sur ces

deux aéroports a bondi de 50%. Effort se poursuit sur le terrain du marketing et de la communication. Dès 2027, l'Oriental sera intégré à une nouvelle phase de la campagne internationale de promotion du Maroc. L'ONMT mise également sur une présence digitale renforcée pour capter à la fois les Marocains du Monde et une clientèle internationale ciblée. Une analyse fine des comportements et attentes de ces publics permet d'affiner les campagnes et d'optimiser leur impact. En parallèle, les partenariats avec les tour-opérateurs et plateformes de réservation sont intensifiés pour allonger la durée de séjour et augmenter les retombées économiques locales. Autre axe clé : l'animation culturelle. L'ONMT encourage la délocalisation d'événements d'envergure vers l'Oriental et soutient le calendrier local afin d'assurer une activité continue tout au long de l'année, au-delà des pics saisonniers. En marge de ces rencontres, les responsables de l'Office ont visité les stations balnéaires de Saïdia et Marchica, identifiant les pistes concrètes pour renforcer leur positionnement sur les marchés internationaux. À travers cette approche globale, coordonnée et offensive, l'ONMT confirme son rôle de catalyseur du développement touristique régional. L'ambition est claire : faire de l'Oriental une destination à part entière, durable, compétitive et pleinement intégrée à la carte touristique nationale et internationale. ▶



# Le MIGRATEUR



*Trump recule in extremis*

## TOUT ÇA POUR ÇA

**Au terme d'une journée marquée par une escalade verbale sans précédent, Washington a finalement reculé in extremis. Sous l'impulsion d'une médiation discrète du Pakistan, un cessez-le-feu de deux semaines a été conclu avec Iran, incluant la sécurisation du détroit d'Ormuz et un gel des frappes.**

**LAILA LAMRANI**

**D**onald Trump a finalement choisi, contraint, de s'arrêter au bord du gouffre. La journée du mardi 7 avril a marqué un tournant aussi brutal qu'imprévisible dans la guerre en Iran. Au matin, le président américain adoptait une rhétorique d'une extrême violence, évoquant la possible disparition d'une civilisation entière. Le soir, à moins de quatre-vingt-dix minutes de l'expiration de son ultimatum, il annonçait sur Truth Social une désescalade inattendue, bien accueillie dans de nombreuses capitales. Ce revirement s'est appuyé sur une médiation active du Pakistan, qui s'est positionné en intermédiaire discret mais décisif entre Washington et Téhéran. Selon plusieurs éléments concordants, Islamabad a multiplié les contacts diplomatiques en coulisses, s'appuyant sur ses relations historiques avec l'Iran et ses canaux sécuritaires avec les États-Unis pour arracher un compromis d'urgence. L'accord annoncé repose sur un cessez-le-feu temporaire de deux semaines, conçu comme une phase de désescalade et de test. Donald Trump a accepté de « suspendre le bombardement et l'attaque contre l'Iran », en contrepartie de garanties immédiates sur la sécurité de la navigation dans le détroit d'Ormuz, artère vitale du commerce énergétique mondial. L'Iran se serait engagé, de son côté, à ne pas entraver le trafic maritime et à limiter ses actions militaires dans la zone. Parmi les clauses implicites mais essentielles de cet accord figurent également la mise en place d'un canal de communication militaire direct pour éviter tout incident ; un gel provisoire des frappes sur les infrastructures stratégiques et civiles, notamment les ponts, ports et centrales électriques ; Et l'ouverture de discussions indirectes sur la sécurité régionale, sous supervision pakistanaise. Ce compromis qui reste fragile marque un recul tactique de Washington. Le président américain renonce au moins temporairement à sa menace de destruction massive des infrastructures iraniennes. Mais la brièveté du cessez-le-feu et l'absence d'accord politique de fond



laissent planer une incertitude majeure : s'agit-il d'une véritable inflexion stratégique ou simplement d'une pause avant une reprise des hostilités ? Dans cette séquence à haut risque, la médiation pakistanaise s'impose comme un facteur clé, révélant le rôle croissant d'acteurs intermédiaires dans la gestion des crises internationales — et la volatilité d'un conflit où, en l'espace de quelques heures, le pire semble toujours possible. ▶

### Carnage sioniste au Liban

**L**e Liban reste, dans cette séquence, la variable la plus explosive et potentiellement la plus incontrôlable.

Officiellement, l'accord de cessez-le-feu ne concerne que le théâtre irano-américain et la sécurisation du détroit d'Ormuz. Mais dans les faits, il ne peut tenir sans un minimum de retenue sur les fronts périphériques, au premier rang desquels le Liban.

Car au sud du Liban, le Hezbollah constitue le principal levier indirect de l'Iran face au colonisateur israélien. Depuis le début des tensions, les escarmouches à la frontière israélo-libanaise, tirs de roquettes, frappes ciblées, ripostes aériennes, maintiennent une pression constante, sans basculer (pour l'instant) dans une guerre ouverte. Dans le cadre du cessez-le-feu, aucune clause publique ne mentionne explicitement le Liban ; mais des sources diplomatiques évoquent une « désescalade implicite » demandée à tous les alliés régionaux de Téhéran. Mais sur le terrain, Israël a intensifié dès le lendemain du cessez-le-feu ses bombardements du Sud Liban, « les plus violents », depuis le début de la guerre, selon l'armée sioniste, qui ont touché des infrastructures civiles, notamment des immeubles, des commerces et des hôtels. Un carnage qui a fait plusieurs victimes parmi la population. ▶

le Canard Libéré

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4

Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : [contact@lecanardlibere.com](mailto:contact@lecanardlibere.com)

Site web : [www.lecanardlibere.com](http://www.lecanardlibere.com)

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou

[a.chankou@lecanardlibere.com](mailto:a.chankou@lecanardlibere.com)

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Rachid Ouahbi,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubair,

Laila Lamrani Amine

CORRESPONDANT EN FRANCE ET EN EUROPE

Samir Berhil

[s.berhil@lecanardlibere.com](mailto:s.berhil@lecanardlibere.com)

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416





# Et BATATI ET BATATA



## Bizarre



### Survit grâce au ketchup

C'est une histoire invraisemblable qui, fort heureusement, se termine bien. Un Dominicain, prénommé Elvis François, a bien cru qu'il ne rentrerait jamais chez lui. Naufragé en mer des Caraïbes, il a réussi à survivre seul 24 jours en se nourrissant uniquement... de ketchup ! Après plus de trois semaines de galère, il a finalement été sauvé dans les eaux colombiennes, a fait savoir l'autorité navale de ce pays. « Je n'avais rien à manger, juste une bouteille de ketchup, de la poudre d'ail et des Maggi (cubes de bouillon). J'ai tout mélangé avec de l'eau pour survivre pendant environ 24 jours », a raconté le miraculé dans une vidéo publiée par la marine colombienne. Le rescapé avait écrit le mot « help » sur la coque de son voilier, sur lequel il a été retrouvé à 120 miles nautiques (environ 220 km) au nord-ouest de Puerto Bolivar, dans le département septentrional de la Guajira. « Le 15 janvier, j'ai vu passer un avion. J'avais un miroir et j'ai commencé à envoyer des signaux » avec la réflexion du soleil, « quand je l'ai vu passer deux fois, j'ai compris qu'ils m'avaient vu », explique-t-il. La marine colombienne est rapidement venue lui porter secours avec le soutien d'un navire marchand. En décembre, alors que cet habitant de la Dominique réparait un voilier en face d'un port de Saint-Martin, une île du nord-est des Antilles, il a été « emporté vers le large » en raison de mauvaises conditions météorologiques, selon un communiqué de la marine. « Sans aucune connaissance de la navigation, il était perdu et désorienté en mer, ses efforts pour manœuvrer le navire et les équipements à bord n'ont servi à rien », ajoute la même source.

### Des cambrioleurs généreux

Vendredi 13 janvier, les policiers antibois (Alpes-Maritimes, France) ont été appelés suite au déclenchement d'une alarme, rapporte Nice Matin. Vers 21 h 30, un couple, propriétaire d'une villa à Antibes, signale une effraction en cours. Tous deux sont absents de chez eux, mais ils viennent de recevoir une notification les avertissant du déclenchement de l'alarme. Mieux, les images de la caméra de vidéoprotection consultables depuis leur téléphone, montrent deux individus cagoulés dans la maison. Deux patrouilles se rendent rapidement sur place. Dans la villa, tout a été mis sens dessus dessous. Les policiers entendent du bruit et se retrouvent face à face avec les malfrats, surpris en flagrant délit. L'un des cambrioleurs est en possession de cocaïne, qui, selon lui, a été retrouvée dans la villa. Le second, tente de soudoyer les policiers : il leur offre 50 000 € s'ils les laissent partir. Le "deal" ayant été décliné, l'un des deux voleurs feindra ensuite un malaise. Par précaution, il sera emmené à l'hôpital où il tentera de s'enfuir, sans succès. Placé en garde à vue, le duo a reconnu les faits de cambriolage. Déjà connus des services de police pour des faits similaires, les deux individus ont été placés en détention. Les policiers espèrent ainsi avoir élucidé la série de cambriolages en cours depuis quelques jours à Antibes.

### Vendredi 13 faste

Le vendredi 13 porte-t-il chance ou malchance ? Pour un Américain, habitant du Maine, c'est la première option qui s'est vérifiée. Le chanceux a remporté 1,35 milliard de dollars, soit 1,244 milliard d'euros à la loterie américaine, en achetant un ticket qu'à deux dollars, rapporte Le Parisien daté du 14 janvier. Il ne s'agit pas d'un record pour autant. Cela faisait trois mois et 25 tirages consécutifs que le pactole n'était pas tombé. Pour l'emporter, le gagnant devait trouver cinq bons numéros distincts entre 1 et 70, ainsi qu'une "Mega Ball" entre 1 et 25. La probabilité de décrocher le gros lot n'était que d'une sur 302,6 millions. Finalement en jouant les numéros 30, 43, 45, 46 et 61, la Mega Ball 14, le ou la Mainois(e) a vu sa vie basculer. L'identité de la personne n'est pas encore connue. Mais cette dernière devra soit accepter une rente annuelle sur 29 ans pour recevoir l'ensemble des 1,244 milliard d'euros, soit toucher 668 millions d'euros en une seule fois.



## Rigolard



### \*Un chien et un crocodile se disputent

Au cours de la dispute, le chien traite le crocodile de sac à main. Le crocodile rétorque en traitant le chien de sac à puces.

### \*Les chercheurs ont des trous de mémoire. Pourquoi?

Ils se creusent trop la tête.

### \*Toto et son enseignante

L'enseignante de toto lui demande :

- Toto, y a-t-il des personnes qui vivent la lune ?

Toto répond :

-Oui, puisqu'elle est toujours allumée.

### \*Les ampoules ont une santé fragile et une durée de vie assez courte.

Parce que leur vie ne tient qu'à un fil.

### \*Pourquoi les vaches gardent les yeux fermés au cours de la traite de leur lait?

Afin de faire du lait concentré.

### \*Toto rentre de l'école, pensif. Sa maman lui demande :

- "Par quoi es-tu préoccupé, Toto ?

- J'étais en train de me dire que j'aurais préféré vivre au Moyen-Âge."

La maman de Toto est intriguée :

- "Pourquoi dis-tu ça ?

- Parce que j'aurais eu moins de leçons d'histoire à apprendre !"

### \*La maîtresse demande à la classe de Toto :

"Qui peut me dire pourquoi les trois petits cochons voulaient se faire construire une

maison ?

Lulu, le copain de Toto lève la main et dit :

- Moi je sais ! Ils avaient trop mangé, étaient trop gros et ils ont dû reconstruire leurs maisons pour y rentrer !

- Mais non, reprend la maîtresse, c'est parce qu'il avaient peur de se faire manger par le loup ! Et toi Toto, tu sais bien que le premier petit cochon a rencontré un agriculteur et lui a demandé de la paille pour construire sa maison ? Peux-tu me dire ce que ce monsieur lui a répondu ?

Toto réfléchit un instant et annonce tout fier :

- Il a dit "Oh chouette, un cochon qui parle!"

\*Un gars passe en jugement en correctionnelle car il est accusé d'avoir volé une BMW. Après la plaidoirie de l'avocat, le juge décide d'acquitter le gars, et il quitte le tribunal libre. Le lendemain, le même gars se représente devant le juge et lui dit :

- Votre honneur, je voudrais déposer plainte contre ce vaurien d'avocat!

- Et pourquoi donc? Il vous a obtenu un acquittement pourtant?! Pourquoi voulez-vous qu'on l'arrête?

- C'est que, je n'avais pas assez d'argent pour le payer... alors il est parti avec la voiture que j'avais volée.

## A VENDRE

Local à vendre bien situé

**Superficie**  
**250 m<sup>2</sup>**

77 BD Ghandi  
Casablanca-Anfa

Contact :

**06 81 80 13 07**

## LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktouni  
Contactez-nous au 0661177444





# Un devoir, une fierté nationale et le développement des aptitudes sportives



Inscriptions ouvertes jusqu'au 30 avril,  
pour les jeunes de 19 à 25 ans



[www.tajnid.ma](http://www.tajnid.ma)